

## TD N°2 : CONTENTIEUX FISCAL : PROCEDURES D'IMPOSITION ET DE RECOUVREMENT

**Question 1 : Un couple de personnes âgées de plus de 65 ans qui cohabitent bénéficient du minimum vieillesse. Il acquiert un téléviseur pour son habitation principale pour la première fois. Six mois se sont écoulés depuis l'achat et ils se demandent s'ils doivent déclarer cette acquisition à l'administration fiscale.**

*Monsieur et Madame X doivent-ils déclarer l'achat de leur téléviseur ? De quelle manière ?*

La redevance audiovisuelle, émise et payée en même temps que la taxe d'habitation depuis 2005, est un impôt direct du par toute personne physique imposable à la taxe d'habitation au titre d'une résidence principale ou secondaire détenant au 1er janvier de l'année d'imposition un appareil récepteur de télévision ou dispositif assimilé permettant une réception de la télévision pour **l'usage privatif** du foyer. Une seule redevance est due par le redevable imposé à la taxe d'habitation quelque soit le nombre de téléviseurs, de co-occupants, de résidence équipées. En cas de cohabitation, une seule redevance est due par habitation (couple, colocataires...) Depuis 2005, il existe une présomption légale de possession de téléviseur. (déclaration sur l'honneur dans la déclaration de revenu en cas de non possession). Date limite de paiement : 15 novembre ou 15 décembre. Les personnes imposées pour la première fois à compter du 1er janvier 2005 paie la redevance pour l'année civile.

Deux catégories de personnes détenant un téléviseur sont exonérées de paiement : les personnes bénéficiaires d'un droit acquis au titre de la législation antérieure et celles exonérées de la taxe d'habitation. Dans ce second cas, il s'agit notamment des personnes titulaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ou de l'allocation supplémentaire d'invalidité prévues aux articles L 815-1 et 815-24 du code de la sécurité sociale qui occupent l'habitation principale dans les conditions prévues à l'article 1390 CGI \*vivant seuls ou en couple, avec des personnes à charge, avec des personnes titulaires de la même allocation ou dont le revenu fiscal de référence est inférieur au plafond de l'article 1417-I CGI. Il s'agit également des contribuables âgés de plus de 60 ans dans les mêmes conditions de revenu fiscal de référence et de cohabitation (art 1390 CGI) non soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune au titre de l'année précédant celle de l'imposition à la taxe d'habitation. D'autres personnes sont exonérées : adultes handicapés et invalides, bénéficiaires du revenu minimum d'insertion répondant aux conditions de l'article 1390 CGI... L'article L. 199, alinéa 1 stipule : "*En matière d'impôts directs et de taxes sur le chiffre d'affaires ou de taxes assimilées, les décisions rendues par l'administration sur les réclamations contentieuses [...] peuvent être portées devant le tribunal administratif*". Le tribunal administratif est compétent après réclamation auprès de l'administration fiscale.

**En l'espèce**, depuis 2005, il existe une présomption légale de détention et les personnes qui ne possèdent pas de téléviseur doivent le déclarer expressément dans leur déclaration de revenu. Monsieur et Madame X achètent leur premier téléviseur pour l'habitation principale en 2008. Tout détenteur paie la redevance sauf exceptions. Deux des hypothèses d'exonération correspondent à leur situation :

- + de 60 ans, revenu fiscal de référence 2008 inférieur au plafond de l'art.1417-I CGI, cohabitation
- personnes percevant le minimum vieillesse, non assujetties à l'impôt de solidarité sur la fortune, cohabitant dans l'habitation principale (art 1390 CGI).

L'avis d'imposition à la taxe d'habitation devrait donc mentionner l'exonération. Si elle leur était réclamée à tort, ils pourraient la contester auprès de l'administration fiscale (opposition à acte de contrainte) dans le délai prévu à l'article R196-2 LPF avant d'exercer un recours devant le Président du Tribunal Administratif en cas d'échec, dans un délai de deux ans passé le délai de

réponse de deux mois.

Solution : La redevance audiovisuelle n'est plus soumise à déclaration depuis la réforme de 2005 (présomption légale de détention d'un téléviseur réfragable par déclaration sur l'honneur dans la déclaration sur le revenu). En cas de litige, contestation auprès de l'administration puis introduction d'un recours auprès du Président du Tribunal Administratif qui statue à juge unique pour la redevance audiovisuelle.

**Question 2 : M.Fraudeur est mis en recouvrement à partir du 1er mars au titre de l'impôt sur le revenu. Le lendemain, il déménage aux Etats-Unis. L'administration fiscale connaît ses nombreuses fraudes et a de fortes présomptions qu'il essaie de ne pas payer l'impôt.**

*Quels sont les recours de l'administration face à un fraudeur récidiviste qui déménage à l'étranger durant la phase de mise en recouvrement ?*

Le recouvrement de l'impôt est la dernière phase de l'imposition pendant laquelle l'administration doit faire en sorte que le contribuable s'acquitte de sa dette fiscale. Il existe plusieurs procédures suivant la nature de l'impôt. L'impôt sur le revenu est un impôt direct par voie de rôle qui doit être payé dans le délai imparti (30 jours). Passé ce délai, le redevable doit payer une majoration de 10 % (45 jours après date de mise en recouvrement).

Dans des cas exceptionnels, les impôts directs peuvent être immédiatement exigibles. La situation se rencontre notamment en cas de déménagement hors du ressort de la perception, du transfert du domicile hors de France, de vente volontaire ou forcée des biens meubles du contribuable.

**En l'espèce**, l'administration a de sérieux doutes sur l'honnêteté de Monsieur Fraude qu'elle fonde sur ses agissements antérieurs. Son déménagement à l'étranger au lendemain de la réception de l'avis de mise en recouvrement peut constituer un commencement de preuve de sa réticence à payer l'impôt sur le revenu. Monsieur Fraude transfère son domicile hors de France ce qui constitue un motif d'exigibilité immédiate de l'impôt sur le revenu.

En conséquence, l'impôt est immédiatement exigible. L'administration peut adresser un avis de mise en demeure (assimilé à commandement de payer – L.261 LPF), dernier avertissement avant l'exécution sur les biens. Une saisie mobilière peut être réalisée à l'expiration du délai sans aucune formalité supplémentaire (garantie financière pour l'administration fiscale). L'envoi est aux frais du contribuable (3% du débit, minimum 7,5€).

**Conclusion** : L'administration peut exiger immédiatement la dette. Elle peut adresser un avis de mise en demeure qui vaut commandement de payer avant de procéder à une saisie sur les biens mobiliers (garantie financière).

**Question 3 : La société de Madame B connaît une importante baisse de son chiffre d'affaire annuel et fait face à des difficultés financières. Madame B n'a pas pu payer la taxe sur le chiffre d'affaires à l'échéance fixée.**

*Peut-elle demander des délais de paiement aux comptables de la DGFP ? Fera-t-elle l'objet de poursuites ?*

La taxe sur le chiffre d'affaires est un impôt indirect sans rôle nominatif relevant de la compétence de la Direction Générale des Finances Publiques. Elle est immédiatement exigible. Lorsque le paiement n'est pas effectué à la date d'exigibilité, la DGFP établit un avis de mise en recouvrement qui authentifie la créance fiscale (pénalités de retard). Dans le cas de poursuites, cette direction dispose depuis la loi du 31 décembre 1992 du droit de se délivrer un titre exécutoire qui l'autorise à poursuivre le débiteur.

**En l'espèce**, la société de Mme B est assujettie à la taxe sur le chiffre d'affaires ce qui

implique une exigibilité immédiate puisqu'il s'agit d'un impôt indirect. Mme B a laissé passer la date d'exigibilité, la DGFP émet donc un avis de recouvrement authentifiant la créance fiscale intégrant des pénalités de retard. Si Mme B ne paie pas, la DGFP pourra se délivrer un titre exécutoire l'autorisant à la poursuivre par application de la loi du 31 décembre 1992.

Conclusion : S'agissant d'un impôt indirect, la taxe sur le chiffre d'affaire est un impôt à exigibilité immédiate. Le délai de paiement étant passé, Mme B sera redevable de la créance fiscale (TCA + pénalités de retard) authentifiée par avis de recouvrement. Elle risque des poursuites puisque la DGFP peut se délivrer le titre exécutoire autorisant la poursuite judiciaire.

**Question 4 : Il s'agit d'une imposition sur le revenu avec mise en recouvrement en 2000 notifiée le 1er janvier 2000. Par négligence, Monsieur Lagaffe a oublié de payer cet impôt. L'administration s'aperçoit de l'oubli en 1er janvier 2005.**

*L'administration fiscale peut-elle réclamer l'impôt 5 ans après la mise en recouvrement en cas d'oubli de rappel de l'impayé par ses services ?*

L'impôt sur le revenu est un impôt direct, l'article 1658 CGI prévoit la compétence du comptable du Trésor Public habilité à recouvrer en vertu de rôles rendus exécutoires par arrêté préfectoral. Le délai de prescription est de 4 ans à compter de la mise en recouvrement du rôle. Au-delà, les comptables publics perdent leur recours et sont déchus des droits et actions contre le redevable. Certains actes interrompent le délai de prescription de l'action en recouvrement : reconnaissance de la dette par le contribuable, actes interruptifs de la prescription. (L 274 LPF).

En l'espèce, la notification a lieu le 1er janvier 2000 et la découverte de l'oubli du recouvrement au 1er janvier 2005 soit plus de 4 ans après la notification. Le délai de prescription est passé. La dette est éteinte par prescription, le Trésor Public n'a plus de recours. Le comptable public responsable de ce dossier sera redevable sur ses propres deniers.

**Question 5 : Madame B reçoit un avis à tiers détenteur. Elle s'étonne de recevoir directement cet avis, alors qu'elle n'avait été nullement prévenue auparavant.**

*Dans quels cas un particulier peut-il contester un avis à tiers détenteur ? Sous quels délais ? A qui doit-il s'adresser ? L'absence de mise en demeure préalable est-elle un motif de contestation recevable ?*

L'avis à tiers détenteur est l'acte de procédure en vertu duquel le tiers qui possède des fonds appartenant au redevable est contraint de les verser au comptable public pour paiement partiel ou intégral de l'impôt de ce dernier. Sur simple demande et sans autorisation judiciaire, le comptable public peut obliger un tiers à lui verser immédiatement pour paiement d'impayé un fond dont il est dépositaire, détenteur ou débiteur à l'égard du redevable qu'il soit son représentant ou son ayant cause). Cette méthode rapide, efficace et sans mise en demeure préalable permet d'obtenir plus facilement le paiement de la dette. Elle s'applique aux catégories d'impôt dont le recouvrement est garanti par le privilège du Trésor (contributions directes, TVA, droits d'enregistrement et contributions indirectes). Toutefois, un arrêt de la Cour de Cassation en date du 31 janvier 2006 pose le principe suivant lequel le tiers détenteur peut en contester la régularité. Il en va notamment ainsi lorsque l'avis d'imposition ou de mise en recouvrement n'a pas été envoyé par lettre recommandée.

En l'espèce, si Mme B est dépositaire, détentrice ou débitrice à l'égard d'un redevable, elle doit en principe payer au Trésor Public le montant qui lui est réclamé à concurrence du montant de sa dette ou de la somme dont elle est détentrice ou dépositaire. La créance est en effet transférée au Trésor Public à concurrence de ce montant. Toutefois, la Cour de Cassation (31 janvier 2006 SA Cerena France) reconnaît à Madame B le droit de contester la régularité de l'avis à tiers détenteur si la forme de la notification n'est pas respectée (lettre recommandée s'agissant d'un acte de poursuite). L'envoi d'une lettre de rappel au contribuable étant facultatif, elle ne pourra pas fonder sa contestation sur l'absence de lettre de rappel au contribuable. Dans un premier temps, elle adressera une réclamation au directeur des services fiscaux dans un délai de deux mois à compter de la

notification de la demande. (R 281-1 et 2 LPF) Si sa demande est rejetée, elle pourra faire opposition à acte de poursuites devant le juge judiciaire si sa contestation a trait au bien-fondé de la mesure mise en oeuvre par l'administration.

Madame B ne peut contester l'avis à tiers détenteur sur le seul fondement de l'absence de mise en demeure préalable, le paiement est immédiatement exigible à hauteur du montant de la dette ou de la somme dont il est dépositaire ou détenteur pour le redevable. Elle peut en revanche contester cet avis si la forme de la notification n'est pas respectée ou si elle s'est acquittée de sa dette ce qui peut fonder sa demande. Le délai de réclamation auprès de l'administration est de deux mois à compter de la notification de l'acte. L'administration devra lui retourner un récépissé de réclamation à réception de sa lettre. La date de ce récépissé fait courir un délai de deux mois au terme duquel si elle ne reçoit une réponse négative expresse ou implicite (absence de réponse), elle peut former opposition à acte de poursuite devant le juge judiciaire. (Cass, 19 février 1991, Lamasque).

**Question 6 : Madame B n'a pas payé son impôt sur le revenu. Elle reçoit dans les 20 jours, sous pli simple, une lettre de l'administration fiscale l'informant du fait qu'elle doit cet impôt. La lettre mentionne un montant d'imposition qui est de 1500€ pour l'année et est assortie d'une sommation de payer. Madame B ne paie toujours pas et reçoit 20 jours plus tard, un commandement de payer qui cette fois l'informe qu'elle doit 2000€. Elle vous demande conseil.**

Lorsqu'un contribuable dispose de 30 jours à compter de la date de mise en recouvrement (inscription au rôle) pour s'acquitter du montant de l'impôt direct notamment pour l'impôt sur le revenu. En cas de difficulté de paiement, il est possible à tout contribuable de demander un délai de paiement supplémentaire au comptable public doté d'un pouvoir de décision discrétionnaire en la matière. En cas d'avis défavorable ou en l'absence de demande de délai de paiement, une majoration de 10 % pour pénalité de retard est appliquée au montant de l'impôt passé un délai de 45 jours à compter de la date limite de paiement. Passée la date limite, **l'article L 255 LPF** impose au comptable du Trésor d'adresser au contribuable une lettre de rappel avant la notification des actes de poursuite donnant lieu à des frais à défaut de réclamation assortie d'une demande de sursis de paiement avec constitution de garanties (**art L 277 LPF**). L'envoi de cette lettre survient dans les 20 jours à compter de la date de paiement. Aucune condition de forme n'est exigée concernant la notification (envoi par pli simple) mais l'envoi de cette lettre est obligatoire et elle doit mentionner les sanctions et frais de poursuite auxquels le contribuable récalcitrant s'expose. L'absence de lettre de rappel constitue une irrégularité de procédure. (**CE, 2 juillet 1990**) La preuve de l'envoi est à la charge de l'administration. Le tribunal se détermine au vu des éléments fournis. L'administration peut en outre apporter des éléments concordants et précis de l'expédition du pli en produisant copie de la lettre de rappel sur laquelle est indiquée l'adresse du contribuable récalcitrant. Le commandement de payer peut être notifié 20 jours après envoi de la lettre de rappel, c'est le premier acte de poursuite avec frais.

**En l'espèce**, Madame B n'a pas payé son impôt sur le revenu (impôt direct recouvrable par voie de rôle) à la date limite de paiement. Elle reçoit 20 jours plus tard une lettre simple de rappel l'informant de la somme due de 1500 € que l'administration lui somme de payer. Madame B se montre récalcitrante puisqu'elle ne paie toujours pas. Un commandement de payer lui est adressé vingt jours plus tard lui réclamant le paiement de la somme de 2000 €.

Aucun problème sur la forme de la notification de la lettre de rappel et du commandement de payer. Les délais d'envoi entre les lettres semblent à première vue respectés sauf que la lettre de rappel ne peut être accompagnée d'une sommation de payer qui constitue un acte de poursuite (violation de l'article L255 LPF). Mais surtout, Madame B est surprise de la somme de 500 € supplémentaire qui lui est réclamée ce qui montre que la lettre de rappel ne mentionnait pas les frais de poursuite auxquels elle s'exposait en cas de non-paiement. Le défaut de mention constitue une irrégularité dans la procédure, elle peut invoquer un vice de procédure devant les tribunaux après la

phase administrative. (CE, 2 juillet 1990).

**Conseil à Mme B :**

1- Par application de l'article L 281-1 LPF, elle doit déposer une demande préalable à l'administration par lettre recommandée indiquant qu'elle fait opposition à l'acte de poursuite en expliquant que la lettre de rappel ne mentionnait pas les frais de poursuite auxquels elle s'exposait si elle tardait à payer son impot sur le revenu et qu'elle demande à ne payer que les 1500 € initialement réclamés dans cette même lettre. Elle n'oubliera pas de signer cette réclamation et l'accompagner de la copie de l'avis d'imposition. Elle adressera cette lettre au chef de service du comptable qui a traité son dossier dans les deux mois à compter de la notification du commandement de payer. En l'absence de réponse de l'administration dans les deux mois à compter de l'envoi du récépissé de réclamation ou en cas de rejet explicite de sa demande, elle saisira le juge judiciaire (Cour Cass, 19 février 1991, Lamasque), compétent en matière d'opposition à poursuite, et demandera l'annulation de l'acte de poursuite en l'absence de régularité de la lettre de rappel.

2- On lui rappelle également (pour l'année suivante) que si sa situation financière ne s'est pas améliorée, mieux vaut qu'elle demande au comptable du Trésor Public en charge de son dossier un délai supplémentaire pour le paiement ce qui lui évitera d'être considérée "mauvais payeur". La décision du comptable est discrétionnaire mais si elle est favorable, elle évite en outre la majoration de 10 % pour pénalité de retard et le lancement de la procédure contentieuse de recouvrement.

3- Un virement bancaire permanent mensualisé semble adapté à sa situation. Mensualiser son impot diminue la charge budgétaire en la répartissant sur l'année (petits prélèvements). Le paiement par virement bancaire évite les oublis involontaires.

**Question 7 : L'administration fiscale souhaite organiser une saisie-vente sur les biens meubles de Madame B, et qui se trouvent dans son habitation. Quelle procédure doit elle mettre en œuvre ? La créance fiscale due est en outre inférieure à 500€. Madame B souhaite contester cette saisie-vente, car une telle procédure lui semble disproportionnée eu égard aux sommes dues.**

L'administration souhaite organiser une saisie-vente mobilière sur les meubles de l'habitation principale d'un contribuable, Mme B, dont la créance fiscale est inférieure à 500 €.

*Quelle est la procédure à mettre en œuvre ? Mme B peut-elle contester la saisie-vente eu égard au montant de la créance ?*

Le recouvrement implique l'établissement d'un titre exécutoire permettant à l'administration fiscale de recourir à l'exécution forcée. Dans le cas des impôts directs, le recouvrement a lieu par voie de rôle à valeur de titre exécutoire. La procédure est la même que pour la question 6 jusqu'à l'envoi de l'acte de poursuite avec frais.

- établissement de l'impôt individuel par l'administration fiscale
- transmission pour perception aux comptables publics
- homologation du rôle (titre exécutoire constatant la créance fiscale exigible) par le Préfet
- notification individuelle de l'avis d'imposition aux contribuables (mise en recouvrement) avec date limite de paiement à 30 jours
- date limite de paiement + 20 jours : lettre simple de rappel mentionnant les frais encourus en cas de poursuite (art L 255 LPF)
- Envoi de la lettre de rappel + 20 jours : envoi de l'acte de poursuite avec frais soit un commandement soit une saisie ou une vente par huissier de justice

Le Trésor Public dispose d'un droit de préférence sur les autres créanciers (2095 c civ). La primauté s'applique aux biens des contribuables personnes physiques ou morales : privilège mobilier général sur l'ensemble des meubles et effets mobiliers du débiteur (rentes, brevets d'invention, fonds de

commerce). Sont insaisissables les biens nécessaires à la vie quotidienne (lit, table, chaises...).

Dans le cadre des saisies-ventes, le Trésor peut vendre les biens mobiliers du débiteur pour récupérer le montant des impôts impayés. La vente peut avoir lieu à l'amiable ou aux enchères publiques. Toutefois, le Trésor perd le bénéfice du privilège s'il n'a pas fait l'objet d'une formalité obligatoire de publicité. Le Trésor a le choix des mesures d'exécution. Le débiteur ne peut lui imposer le choix d'une saisie déterminée (Cass civ, 29 avril 1912). Toutefois, la loi du 9 juillet 1991 impose le respect des principes de proportionnalité et d'utilité (art 18, 22 et 32). L'exécution des mesures mises en oeuvre ne peut excéder ce qui est nécessaire pour l'obtention du paiement de l'obligation, l'huissier de justice peut refuser son concours si le montant des frais est manifestement susceptible de dépasser celui de la créance réclamée, le juge de l'exécution a le pouvoir d'ordonner la mainlevée des mesures inutiles ou abusives et de laisser à la charge du créancier les frais d'exécution qui n'étaient pas nécessaires. Le créancier doit donc être mesuré dans ses poursuites et opter pour la voie d'exécution la mieux adaptée à la consistance du patrimoine du débiteur. Les saisies-ventes ne peuvent avoir lieu si la dette ne dépasse pas la somme de 535€ en principal. Il faut une autorisation du juge de l'exécution et si le recouvrement n'est pas possible, il peut y avoir saisie des rémunérations ou sur compte de dépôt (art 51 loi du 9 juillet 1991 et art 82 décret du 31 juillet 1992)

**En l'espèce**, il s'agit toujours de l'impôt sur le revenu à défaut de mention contraire (impôt direct), la procédure décrite a été scrupuleusement respectée. La créance fiscale est inférieure à 500 €. Or, l'administration fiscale qui dispose d'un privilège mobilier général est limitée comme tout créancier par les principes de proportionnalité et d'utilité des moyens employés pour récupérer la créance. En outre, l'administration ne peut organiser de saisie-vente pour une créance inférieure à 535 € sauf autorisation du juge de l'exécution. Si le recouvrement n'est pas autorisé par le juge de l'exécution par ce moyen, soit le comptable du Trésor Public trouve une solution amiable avec le contribuable qui vend du mobilier pour éponger la dette et rembourse l'administration fiscale, soit le Trésor Public fait procéder à la saisie des rémunérations ou sur compte de dépôt par application des articles 51 de la loi du 9 juillet 1991 et 82 du décret du 31 juillet 1992. Les frais de saisie sont à la charge du débiteur qui peut contester leur montant devant le juge de l'exécution (Président du TGI, ou juge d'instance pour une saisie sur salaire) lorsqu'ils n'étaient pas nécessaires au moment où ils ont été engagés (principe de nécessité). Le délai de contestation est un délai d'un mois. C'est ce que fera Mme B si elle estime que le recours à la saisie-vente est disproportionné compte tenu de la créance fiscale.

**Question 8 : Madame B n'a payé son impôt sur le revenu. L'administration fiscale sait de source sûre que Madame X, loue un appartement à Madame B, et ne lui a pas payé ses loyers. Ainsi Madame X doit plus de 2000€ à Madame B. Que peut faire l'administration fiscale, et suivant quelle procédure ?**

On se référera utilement à la réponse de la question 5. Le Trésor Public peut recouvrer le montant de la dette directement entre les mains du tiers débiteur par un avis à tiers détenteur qui a pour effet de transférer la créance du contribuable au Trésor Public. La dette est immédiatement exigible. Le Trésor Public dispose en outre du privilège mobilier général sur ce tiers. Il pourra engager la procédure de recouvrement sans avis de mise en demeure préalable pour récupérer la créance du tiers. Elle pourra notamment procéder à un/des saisies sur salaires (compte tenu du montant de la dette) ou sur compte de dépôt.

**Question 9 : Qu'est ce que la publicité du privilège du Trésor ?**

Dans le cadre de l'exercice de son privilège mobilier général, le Trésor Public dispose d'un droit de préférence sur les autres créancier (priorité de la créance) à condition de faire inscrire ce privilège. Une réponse ministérielle au Sénat en date du 22/05/1997 rappelait l'objectif de la publicité du privilège du Trésor qui est *“de permettre aux tiers, en particulier ceux qui sont en relation d'affaires avec les personnes susceptibles d'être déclarées en état de cessation de paiement, d'être informés du non-paiement par ces dernières de leurs dettes fiscales privilégiées. Elle a été*

*instituée par la loi du 28 décembre 1966 pour mettre fin au caractère occulte du privilège du Trésor.” Elle concerne les créances fiscales au titre de l'IR, l'IS, la taxe sur les salaires, la Taxe Professionnelle et taxes annexes, la TVA et autres taxes sur le chiffre d'affaires ou des contributions indirectes (CGI art. 1929 quater).*

*Cette réponse ministérielle rappelait également la procédure d'inscription et les conséquences de l'absence d'inscription du privilège du Trésor. Le comptable détenteur des rôles fait inscrire le privilège à l'encontre de personnes physiques commerçantes ou de personnes morales de droit privé même non commerçantes pour le recouvrement de tous les impôts privilégiés en application de l'article 1929 du code général des impôts. Cette publicité est faite après la date de majoration de 10 % appliquée pour défaut de paiement...lorsque le débiteur bénéficie du sursis légal de paiement, il peut faire mentionner par le greffier, en marge de l'inscription, l'existence d'une contestation. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le comptable qui n'aurait pas effectué dans les conditions précitées cette formalité de publicité obligatoire du Trésor perdrait ce privilège.*

Depuis le 21 février 2009, la publicité du privilège du Trésor Public est obligatoire lorsque la somme due est supérieure ou égale à 15 000 € (CGI, ann. III, art. 416 bis). Ce changement de régime marque l'abandon du seuil variable suivant le chiffre d'affaire du débiteur. La modification législative permet également de préciser les obligations de l'administration lorsqu'elle met fin à un plan d'apurement échelonné des dettes fiscales pour inscrire le privilège. (CGI, ann. III, art. 416 ter).